

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
Bât. A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 29/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ADLTP12

296 avenue de Rodez
BP 2
12450 La Primaube

Références : 12-DECHETS-2025-35
Code AIOT : 0006802482

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement ADLTP12 implanté 296 avenue de Rodez BP 2 12450 Luc-la-Primaube. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre d'un contrôle administratif des activités réellement exercées sur le site exploité par la société ADLTP12.

La précédente visite d'inspection a été réalisée en 2019 auprès du précédent exploitant TRANS ROUERQUE MANUTENTION. Elle a permis d'acter le passage des activités au régime déclaratif sous la rubrique 2713-2.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADLTP12
- 296 avenue de Rodez BP 2 12450 Luc-la-Primaube
- Code AIOT : 0006802482
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ADLTP12 exerce dans le secteur du dépannage et remorquage de poids lourd, levage, manutention industrielle, déménagement clefs en main d'usine, transport conventionnel et exceptionnel.

Elle a historiquement hérité de l'activité déclarée de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux" (rubrique 2713-2 régime déclaratif).

Les parcelles occupées par l'exploitant sont la propriété de la communauté d'agglomération Rodez Agglomération. ADLTP12 a prévu de déménager ses activités sur un autre site dans le courant de l'été 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-66-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations de transit, regroupement, tri de métaux (rubrique 2713)	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'exerce plus les activités justifiant le classement ICPE sous la rubrique 2713.
L'ensemble des prescriptions qui avaient été retenues pour contrôle n'ont donc pas pu être vérifiées.
L'exploitant doit mener à terme ses obligations administratives et techniques en matière de cessation d'activité avant de déménager ses activités sur un autre site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations de transit, regroupement, tri de métaux (rubrique 2713)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2
Thème(s) : Situation administrative, Seuil de la déclaration
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. <u>Activité concernée par la nomenclature des ICPE:</u> Rubrique n°2713-2 - Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux.
Constats : L'exploitant explique qu'après le rachat de la société TRANS ROUERGUE MANUTENTION en octobre 2022, le site a été débarrassé d'une grande partie des déchets métalliques. Il informe l'inspection qu'il n'exerce plus depuis cette période l'activité justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature des ICPE rubrique 2713-2 "tri transit de métaux ou de déchets de métaux non dangereux". La visite d'inspection a permis de constater qu'il subsiste sur le site un stockage de ferraille dont la superficie est estimée à environ 25 m ² . L'activité classée sous la rubrique 2713 n'est plus exercée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-66-1
Thème(s) : Situation administrative, Notification au préfet
Prescription contrôlée : I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du

ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. [...]

Constats :

Tout exploitant industriel ou agricole d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), lorsqu'il met fin à l'activité d'une ou plusieurs ICPE de son site, doit s'assurer de supprimer les risques que ces installations présentent pour l'extérieur et pour les usages futurs des terrains où il exerçait.

L'exploitant n'a pas réalisé ses obligations en matière de cessation d'activité.

Des éléments sur la procédure à suivre ont été envoyés à l'exploitant pour information après la visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise dans un délai de deux mois les formalités de mise à l'arrêt définitif de l'activité justifiant le classement ICPE du site.

Il transmet à l'inspection des installations classées les attestations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois